

Un 49.3, 35 minutes de mépris et 0 contradiction !

Sombre pour la démocratie, peu glorieuse pour le journalisme. C'est ce qu'on retiendra de l'interview d'Emmanuel Macron. 35 minutes durant lesquelles le président n'aura montré que du mépris pour son peuple, alors que 70% des Français s'opposent à la réforme des retraites, et les institutions démocratiques, qu'il a choisi de contourner par le 49-3.

Pendant 35 minutes, Emmanuel Macron a multiplié les insultes et les contre-vérités, sans qu'il n'y ait en face de vraie contradiction.

Le mouvement social, qualifié de « factieux » et comparé à l'attaque du Capitole et aux partisans de Bolsonaro ? On laisse passer et on enchaîne.

La durée de cotisation, présentée comme le seul moyen de combler les déficits du système de retraite ? Pas un mot sur les nombreuses propositions développées par des économistes reconnus. Ni le président, ni les journalistes ne mettront sur la table la principale alternative, augmenter les impôts des plus favorisés ou rétablir l'ISF.

Plus tard, Emmanuel Macron ose déclarer « Je regrette qu'aucune force syndicale n'ait proposé un compromis ». Pardon ? Pendant des semaines, les responsables syndicaux ont réclamé un rendez-vous qui n'est jamais venu, ils ont largement diffusé leurs propositions. Mais non, l'interview se poursuit sans le moindre accrochage.

On aura même droit à cette relance, tout aussi déconnectée que le discours présidentiel : « Les français commencent à se lasser, on le voit dans nos reportages. » Nous aurions préféré entendre une question sur les violences policières, commises sur des journalistes, des militants syndicaux identifiés, sur des manifestants et même sur des passants, présents, au mauvais endroit, au mauvais moment.

On croit rêver lorsque le président lance, en toute détente, que « jamais les smicards (sic !) n'ont autant vu leur pouvoir d'achat augmenter que ces dernières années ». Sera-t-il contredit, chiffres de l'inflation à l'appui ? Que nenni !

Aucune demande de précision lorsqu'Emmanuel Macron annonce que désormais, « tout ne passera plus par la loi ». Ou comment changer de régime, en s'asseyant sur les institutions démocratiques !

Pour conclure, il y aura cette question, timide : « Avez-vous le sentiment d'avoir raté quelque chose ? »

Nous attendons une interview à la hauteur de la crise démocratique, avec des faits, de la contradiction, des vérités à opposer aux approximations. Ce ne fut pas le cas, et nous le déplorons.

Paris, le 23 mars 2023